

Versailles : victoire ou illusion de la victoire ?

Bernard PHAN

Professeur honoraire de 1^e supérieur au lycée Henri IV

La fin de la Grande Guerre fut marquée d'une ambiguïté qui n'avait rien à envier à celle de son déclenchement. Ne sachant pas quel problème on essayait de résoudre en se massacrant, on ne savait pas davantage quelle paix on devait essayer de construire. Du 11/11/1918 au 28 juin 1919 se sont affrontées diverses politiques, ont été échafaudés de nombreux compromis boiteux pour aboutir à des traités plus ou moins difficiles à appliquer et dont certains ont eu une durée on ne peut plus éphémère ! De ce fait de 1920 à 1924 des conférences prolongèrent, infléchirent ou tentèrent de corriger Versailles jusqu'à la conférence de Londres, en juillet 1924, qu'on peut considérer comme la fin des négociations de la Paix. Un bien grand mot et, surtout, un système fragile, jusqu'à ce que le jeudi noir de 1929 ne fit rebondir le problème de façon imprévue, enclenchant la marche à la guerre à partir de 1933.

Une fin de guerre dans l'ambiguïté :

A l'automne 1918 l'affaiblissement de la Triplice s'aggrava et les belligérants quittèrent progressivement le champ de bataille sans aucune coordination de ces retraits dans les deux camps. Leurs alliés ne sont pas toujours informés ni même consultés avant l'accord et la signature d'un armistice. La Russie sortit de la guerre la première, dès le mois de mars 1918.

Accords d'armistice ou traités de paix mettant fin à la Guerre.

Date	Nature	Demandeur	Décisionnaire	Lieu
23/11/1917	Conditions d'armistice	Russie	IInd Reich	
15/11/1917	Armistice	Russie	IInd Reich et Empire aust-hongrois	Brest-Litovsk
3 mars 1918	Traité de paix	Russie	IInd Reich, Emp. Aust-hong, Emp. Ottoman, Bulgarie	Brest-Litovsk
29 septembre 1918	Armistice	Bulgarie	Alliés	Salonique
13-14 octobre 1918	Conditions d'armistice	IInd Reich	USA	
28 octobre 1918	Id...	Id...	Id + Alliés	
30 octobre 1918	Armistice	Empire ottoman	Royaume-Uni	Moudros
3 novembre 1918	Armistice	Empire austro-hongrois	Italie	Villa Giusti
11 novembre 1918	Armistice	République de Weimar	Alliés et associés	Rethondes
Juin 1919...	Traités...			

Certains belligérants virent leur Etat « éclater », comme la Double Monarchie, et furent remplacés de facto par des pays dont la création n'avait jamais été envisagée et auxquels il fallut faire une place. Il aurait dû en être de même, selon d'autres modalités, pour l'Empire ottoman.

Contrairement à 1871 ou, plus tard, 1945 où l'on savait clairement qui avait gagné ou perdu, la fin de la guerre de 14-18 fut ambiguë. Il convient donc de se demander pourquoi les Allemands ont sollicité un armistice ? L'Allemagne, qui venait de gagner des milliers de km² à l'Est, croyait encore possible de mettre un terme à la guerre à minima. Elle espérait s'en sortir en admettant seulement que la victoire militaire n'était plus possible et obtenir une paix blanche. Pour nombre de dirigeants allemands leur pays n'était pas battu : le 11 novembre 1918 il se battait encore sur le sol français ! Les responsables alliés n'étaient pas tous acquis à l'idée de cesser si vite le combat. Poincaré, Pétain et Pershing pensaient qu'il fallait, avant de signer un armistice, faire entrer les forces alliées en Allemagne, afin que les Allemands fussent dans l'incapacité de nier leur défaite. Pétain préparait, avec Pershing, une grande offensive en Lorraine. Contre eux, Clemenceau et Foch invoquaient l'inutilité d'ajouter des morts aux morts, puisque les Allemands demandaient à cesser le combat. Ils l'emportèrent et Foch établit les conditions d'armistice. Ce débat et son issue expliquent ce sévère jugement de Lyautey sur Foch, dans une lettre du 9 janvier 1921 adressée à Wladimir d'Ormesson :

" On vit depuis deux ans dans deux erreurs fondamentales, la Victoire et la Paix. Or, il n'y a pas eu de Victoire, il n'y a jamais eu de Paix. [...] Il n'y a pas eu de Victoire, mais simple suspension d'armes. [...] Et Foch lui-même a sa grosse responsabilité. Et je l'explique par la psychologie de sa formation militaire. Foch était un professeur de guerre : il ne l'avait jamais faite, pas même la coloniale qu'il méprisait tant mais qui est tout de même une rude école de réalités. [...] Mais voilà, Foch n'avait fait que des "grandes manœuvres ". Le 11 novembre, il avait réussi sa "manœuvre". [...] Après Iéna, Napoléon savait bien que ça ne faisait que commencer et il est allé à Berlin, et au-delà. Après Sedan, ils sont allés jusqu'à Paris, et sont restés trois ans chez nous, jusqu'à ce que le dernier sou fût payé."

La motivation allemande pour demander la fin des combats relevait de préoccupations politiques essentielles. Ne pouvant plus prétendre à la victoire, Berlin inquiet des troubles révolutionnaires qui s'étendaient dans le Reich, voulait pouvoir maîtriser la situation et en particulier garantir le maintien de son territoire national récemment unifié et que sa victoire sur la Russie venait d'étendre à l'Est. Il fallait également assurer la survie de la monarchie autoritaire des Hohenzollern. Pour ce faire il fallait juguler rapidement les mouvements d'indiscipline grave en train de contaminer les unités militaires et conserver l'outil militaire pour mater, si nécessaire, une révolution de plus en plus menaçante.

Se posait la question de l'interlocuteur à qui demander les conditions d'un armistice ? A Washington, bien entendu. Les Etats-Unis étaient le seul avec qui le contentieux ne fût pas lourd et dont on pouvait donc espérer une certaine compréhension. Ce fut vraiment l'entrée en scène des USA comme puissance. Ils furent le seul vainqueur de la guerre. Les USA négocièrent d'abord seuls, sans tenir informés leurs associés ! Fin octobre, tout de même, on associa Londres, Paris et Rome à la discussion.

La puissance dominante impose sa volonté avant de se dérober :

Tout comme ils étaient entrés en guerre sans savoir pourquoi, les participants à Versailles n'ont pas les mêmes aspirations, sans pour autant savoir précisément ce qu'ils veulent construire. Beaucoup espéraient probablement reprendre le cours de la vie, comme à la « Belle époque ». Plus graves, leurs objectifs étaient souvent antinomiques.

- La France, obsédée par la volonté compréhensible de garantir sa sécurité, voulait l'affaiblissement durable de l'Allemagne.
- Le Royaume-Uni ne considérait plus l'Allemagne comme l'ennemi le plus dangereux depuis la fin de 1917 mais le Bolchevik. Il ne voulait surtout, à aucun prix, perdre son principal partenaire

économique en Europe, le seul de sa catégorie : l'Allemagne ! La guerre avait enlevé à l'Allemagne l'avantage industriel acquis sur le Royaume-Uni, en 1913. Londres entendait reprendre la compétition économique en position de force.

- L'Italie attendait au moins le respect et l'application du traité secret de Londres voire plus si c'était possible.

Pour atteindre ces buts, tous n'avaient pas les mêmes atouts et la France n'avait le meilleur jeu. Elle avait financé sa guerre de la façon la plus dangereuse par des emprunts et le recours à la « planche à billets ». Sa monnaie sortit donc de la guerre très affaiblie. En 1913, il fallait 25,22 francs-or pour acquérir une livre sterling et 5,18 francs-or pour acheter un dollar. En mars 1919 le franc souffrait d'une décote de 66 % sur le marché financier. On comprend, quand Wilson eût imposé les réparations la volonté française de faire payer le boche, selon le mot de Klotz ! Nécessité d'autant plus grande qu'avant tout paiement, Paris dépensa sans trop compter. En 1919 on émit pour 25 milliards de francs de bons du Trésor en plus de la mise en circulation d'un même montant de billets !

Ces divergences entre puissances, ces forces et faiblesses ne pesèrent guère. Les pays européens durent accepter les conditions étatsuniennes de paix. La seule puissance en mesure d'imposer sa volonté était, en effet, la République des USA d'Amérique car, pour reprendre l'expression de Wilson, elle « tenait » tous ses « associés » du fait de ses créances sur eux et elle n'était liée par aucun engagement à leur égard puisqu'elle n'était pas alliée, mais associée. Cette nouvelle puissance dominante entendait construire un monde nouveau et en conformité avec ses intérêts. C'est donc sur ses buts de guerre, les fameux « quatorze points de Wilson », que s'appuya la Conférence de Versailles.

Le Président Woodrow Wilson vint présider lui-même la Conférence de la Paix et imposer cette Pax americana. Il venait de perdre les *mid-term elections* et surtout la majorité au Sénat, où la Commission des Affaires Etrangères était présidée par Cabot Lodge, un adversaire républicain et excellent connaisseur des affaires du monde. Contrairement aux usages étatsuniens, Wilson vint sans Cabot Lodge à la tête d'une délégation monocolor et non pas bi-partisane !

Le traité « principal », établi par la Conférence, celui de Versailles entre Allemagne et ses vainqueurs, est :

- un traité non négocié, le fameux diktat.
- Un traité excessif.
- Qui retira à l'Allemagne tout ce qu'elle cherchait à préserver en amputant son territoire, anéantissant son armée, mettant un terme à la monarchie des Hohenzollern !
- L'Allemagne le signa sans connaître le montant des réparations à payer !

A peine signé, le traité fut orphelin de son principal auteur : Washington ne ratifia pas Versailles, non pas par isolationnisme mais en invoquant le *non-entanglement*. Le Sénat craignait que la garantie donnée à la France de l'aider en cas d'agression allemande n'embarquât à nouveau les Etats-Unis dans une guerre en Europe. Il essaya, sans y parvenir, de l'amender et donc refusa de le voter.

1920-1924 : Compléments, prolongements, corrections de Versailles :

Quelques dispositions de la Conférence de Versailles eurent des durées de vie très brèves ou n'entrèrent en vigueur que tard.

Le 10 août 1920 le sultan signa le traité de Sèvres qui réduisait l'Empire ottoman à un minuscule Etat croupion. Depuis le début de l'été 1919 Mustafa Kemal et les nationalistes refusaient le démembrement intégral de leur pays. Après les souffrances de la guerre les gouvernements européens,

malgré les efforts du Royaume-Uni, ne parvinrent pas à faire accepter à leur peuples la poursuite des affrontements, pour imposer le démembrement de l'Empire ottoman. Les Turcs réussirent à l'emporter et le 24 juillet 1923 le traité de Lausanne effaça celui de Sèvres. La Turquie était sauvée par Atatürk, qui entreprit d'en faire un état moderne, laïque.

Le gouvernement étatsunien se trouva rapidement confronté à un puissant courant sinophile l'accusant d'avoir lâchement abandonné la Chine et fait des concessions excessives au Japon. Le groupe de presse Hearst entra dans ce combat avec acharnement. La Maison-Blanche finit par convoquer de novembre 1921 à février 1922 la conférence de Washington. Parmi les nombreuses décisions prises, le Japon dut restituer la majeure partie des gains territoriaux qu'il avait réalisés au détriment de la Chine pendant la guerre. La limitation des puissances navales mit également un terme à la suprématie navale nippone dans le Pacifique.

Tonnage attribué aux différentes puissances en tonnes anglaises (1016kg).

	Croiseurs de batailles et cuirassés	Porte-avions	Nombre d'unités
Empire britannique	580.450 t.	135.000 t.	22
USA	500.600 t.	135.000 t.	18
Japon	301.320 t.	81.000 t.	10
France	220.170 t.	60.000 t.	10
Italie	180.800 t.	60.000 t.	10

L'obligation pour l'Allemagne de payer des réparations ne trouva une solution, que l'on espéra définitive que 5 ans après la signature du traité de Versailles.

Après que Briand eût demandé, en vain, 212 milliards de marks-or, les Alliés se mirent d'accord sur 132 milliards, près de 2 ans après la signature du traité ! S'ajoutaient à ces réparations démesurées 6 milliards à titre de sanction pour la violation de la neutralité belge plus les frais d'entretien des forces d'occupation. La France en recevait 52 %, G-B 22 %, Italie 10 %, Belgique 8 %, Grèce, Roumanie, Yougoslavie 6, 5 %, Japon 0,75 % et Portugal 0,75 %.

Le 5 mai 1921 le gouvernement allemand accepta sous la menace d'une occupation de toute la Ruhr. Il devait payer en deux tranches de 50 puis 82 milliards, combinant versement en nature et en argent.

En janvier 1922, à Cannes, L. George plaida pour un allègement et le règlement du problème dans le cadre d'une grande conférence à laquelle l'Allemagne et la Russie participeraient sur un pied d'égalité avec les autres puissances. Paris refusa et l'Allemagne put se dérober à ses obligations en jouant des multiples rebondissements dans lesquels souvent le refus britannique empêcha l'exécution d'accords réalisés entre Allemands et Français.

Excédé, Poincaré fit en 1923 occuper la Ruhr pour avoir un gage et obtenir un accord définitif sur ce problème des réparations. Pour faire cesser l'occupation franco-belge de la Ruhr, en profitant des difficultés financières du Cartel des gauches, la conférence de Londres permit aux Anglo-Saxons, en accord avec les Allemands, un règlement du problème. Un plan transitoire, le Plan Dawes prévoyait 5 annuités croissantes de 1 à 2,5 milliards de marks-or, partie en nature et dont 60 % allaient à la France. Des obligations gagées sur les chemins de fer et l'ensemble de l'industrie allemande servaient de garantie. Gilbert Parker, un Etatsunien, s'installait à Berlin comme contrôleur financier et Berlin était bénéficiaire d'un prêt de 800 millions de \$. Ce plan marqua la fin de la position dominante de la France dans le règlement de la guerre. Dorénavant Royaume-Uni et Etats-Unis étaient à la manœuvre. En 1929, pour régler « définitivement » le problème des réparations le plan Young devait prendre le relais du plan Dawes. Il s'assortissait d'une diminution de la charge de ces réparations, organisait l'étalement des paiements jusqu'en 1988 et la suppression des contrôleurs étrangers. Il prévoyait la suppression des réparations dues par l'Allemagne dans le cas où les USA abandonneraient l'exigence de remboursements des dettes interalliées.

Après le krach de 1929, en juin-juillet 1932, lors de la conférence de Lausanne on décida la fin des réparations avec, pour solde de tout compte, un paiement par Berlin d'un dernier versement de 3 milliards de Reichmarks, qui ne fut jamais payé. In fine, sur les 132 milliards prévus, la République de Weimar versa effectivement 22,9 milliards de marks-or mais avait bénéficié de considérables crédits étatsuniens. En réaction, à l'exception de la Finlande, les pays européens mirent un terme au remboursement des dettes contractées auprès des Etats-Unis. La riposte de Washington fut le vote de 7 lois de neutralité qui empêchèrent F.D. Roosevelt de venir au secours de l'Europe en 1940.

Le désarmement.

Le désarmement imposé à l'Allemagne par le traité de Versailles devait être la première étape d'un désarmement général. Lorsque, après l'accord de Locarno, la République de Weimar reprit sa place dans le fameux concert des nations, la SDN mit sur pied une commission chargée de préparer une « conférence du désarmement » qui s'ouvrit le 2 février 1932. Le chantier était immense et dès le début l'Allemagne demanda l'égalité des droits et la réduction des armements des autres pays au niveau de celui imposé à l'Allemagne en 1919. On s'enlisa dans des discussions byzantines et le 16 septembre 1932, l'Allemagne quitta la conférence. Pour l'y faire revenir, les cinq principaux vainqueurs de la Grande Guerre, le fameux « groupe des Cinq » de 1919, lui accordèrent, le 11 décembre, « *l'égalité des droits dans un système qui assurerait la sécurité de toutes les nations* ». Le système restait à bâtir et l'arrivée à la Chancellerie, six semaines plus tard, d'Adolf Hitler l'empêcha de voir le jour. Cet échec était d'autant plus grave que depuis 1919 l'idée d'une révision des décisions prises à Versailles n'avait pas disparu mais elle avait changé de registre. Jusqu'au krach de Wall Street on pensait qu'on y parviendrait par la voie diplomatique. Avec la crise, puis la longue dépression qui en découla, les attitudes se durcirent et commença à émerger l'idée que, s'il fallait en passer par là, on réviserait les décisions de Versailles par les armes. Le tournant décisif peut se placer au milieu des années 30. La crise éthiopienne jeta Mussolini dans les bras de l'Allemagne, comme l'atteste le protocole Hossbach. Le Japon, presque au même moment, réalisant que la grande dépression ruinait ses espérances de développement, décida d'assurer son salut par la guerre s'il le fallait. Il fit savoir qu'il s'affranchissait de tout ce qu'il avait pu accepter en matière de désarmement puis, n'ayant pas pu convaincre les Chinois d'accroître leurs achats pour tenter de compenser la fermeture de quarante pays aux produits nippons, en attaquant la Chine en 1937, déclencha la seconde guerre mondiale.

Enfin tous les pays ayant siégé à Versailles, sauf la France, furent révisionnistes : jusqu'au tournant de 1936 par la voie diplomatique ; 1936 ayant jeté l'Italie dans les bras de l'Allemagne, par les armes ! On est donc fondé, me semble-t-il à parler de victoire illusoire. Consciente de son amoindrissement par la guerre, la France s'accrochait à ce qu'elle avait considéré comme une victoire pour ne pas avoir à revivre les mêmes drames.

Formellement le IInd Reich avait bien demandé la cessation des combats mais ne se considérait pas comme vaincu d'une façon telle qu'il dût accepter l'humiliation qu'avait été Versailles pour lui. On sut en tirer la leçon et en 1945 c'est par une capitulation sans conditions, les vainqueurs étant entrés à Berlin et Tokyo étant sous la menace d'être rayée de la carte que s'acheva la seconde guerre mondiale.